

Monsieur Pierre MAUROY, Maire de Lille

Monsieur le Secrétaire Général, Chers Amis, Chers Camarades, c'est pour moi un vif plaisir que de recevoir Edmond MAIRE dans cet Hôtel de Ville et bien sûr de recevoir le Secrétaire Régional Julien DELABY et vous tous, autrement dit de recevoir la grande organisation syndicale qu'est la C.F.D.T.

La C.F.D.T., qui a son histoire propre dans le syndicalisme français, qui est devenue une organisation syndicale de premier ordre, et dont le mérite est certainement d'assurer une continuité mais aussi d'avoir une intuition de l'avenir que l'on ne retrouve pas toujours ailleurs. Edmond MAIRE, nous nous connaissons de longue date. Nous avons eu des relations d'amitié alors que nous étions dans l'opposition. Nous les avons gardées alors que nous étions au pouvoir. Je pense qu'il est permis, lorsqu'un militant devient chef de Gouvernement, de garder les sentiments personnels qu'il a pour l'un des plus grands syndicalistes français. Cela n'a naturellement jamais empêché les uns et les autres dans des rôles respectifs, avec quelquefois quelques contradictions à devoir surmonter, en discuter très simplement, mais toujours avec amitié. Je tenais à le dire parce que j'ai toujours eu le plus grand plaisir ~~de~~ le recevoir à Matignon, et maintenant un plaisir encore plus vif à le recevoir dans mon Hôtel de Ville. Je voudrais ajouter qu'Edmond MAIRE a une force d'analyse. C'est absolument indispensable lorsqu'on conduit une grande organisation syndicale, que cette force d'analyse est une nécessité dans le monde d'aujourd'hui pour ne pas commettre des barbarismes, parce qu'il y en a beaucoup de barbarismes de tous ceux qui parlent de la gauche et de tous ceux qui parlent de l'action syndicale et pour aussi essayer de démêler ce qui doit être une continuité que l'on doit assumer avec la modernisation, avec la nouveauté et avec l'avenir qu'il nous faut construire et qui ne sera naturellement pas la reprise de ce qu' a été ^{le} passé, parce que ça n'est jamais cela. Ça ^a été toujours de s'appuyer au contraire sur quelques leçons du passé pour construire un monde qui soit un monde nécessairement nouveau.

Alors c'est vous dire que c'est vraiment ^{avec} une grande joie que je vous reçois. Cette joie est tout de même un peu assombrie parce que j'aurais beaucoup de choses à dire. Je brûle de les dire. Mais j'ai décidé pendant et cela me paraît tout à fait normal au moment où j'ai quitté les responsabilités politiques et où je retrouve ma ville, je retrouve ma région, et où j'ai moi-même besoin de réflexion pour l'avenir, sur ^{les}

problèmes qui sont finalement les nôtres - j'ai, certainement besoin de recul, et besoin d'un certain silence, que je veux garder pendant ces longs mois, nécessaires à la réflexion, et nécessaires aussi pour exprimer de cette façon ma solidarité avec, non seulement la gauche mais le Gouvernement et l'action du Président de la République. Le septennat, c'était une première phase, qui a duré plus de trois ans. Ça a été ce gouvernement d'union de la gauche, avec la participation communiste, qui reste une première dans l'histoire de France, du syndicalisme, et dans l'histoire de France tout court. Et l'expérience se poursuit. Ça peut paraître exactement la même chose, et je tiens en tous cas à être solidaire de cette action et de l'action du Président de la République, tout en, et vous le devinez très bien, en étant, s'il en était besoin, le premier à avoir une réflexion sur ce qu'a été ces trois ans, le premier aussi à défendre ce qui a été la logique, et même les difficultés de ces trois ans.

Je ne vais pas tout de même vous recevoir dans cet hôtel de ville sans ajouter quelques mots. Mais vous comprendrez certainement ma retenue et le fait que j'en reste quelquefois un peu trop au sentiment sans pousser l'analyse. Je voudrais simplement dire que le fait de vous recevoir dans cet hôtel de ville, à ce moment, entouré par les membres du Conseil Municipal, les adjoints qui sont ici, avec un député qui était adjoint hier de Lille et qui est maintenant député dans le sud, là-bas à Cambrai, avec votre secrétaire régional, que nous venons d'entendre, l'ami Glorieux, qui un passé de syndicaliste dans cette région, avec d'autres, mais particulièrement un passé riche certainement d'expériences. Je voudrais dire deux choses.

Cet hôtel de ville n'est pas un hôtel de ville comme les autres. C'est tout de même un hôtel de ville qui se situe au milieu de ce quartier St Sauveur, au cœur, et vous le savez - c'est d'ailleurs une des raisons sans doute pour lesquelles vous faites ce colloque - au cœur de la région où la classe ouvrière a payé un lourd tribut à la première révolution industrielle, dont je dis à quelques sots qui s'expriment sur la modernisation et la modernité que s'il y a eu une époque qui a été une époque d'extraordinaire modernisation, ça a été bien celle de la fin du 19ème siècle, au moment où sont nées justement nos idées politiques, et aussi le syndicalisme.

J'indispose toujours la droite - et je le regrette un peu quelquefois - et un certain nombre de commentateurs de cette région, lorsque je rappelle ce passé. Il est si simple de dire que, puisqu'il y a un chanfre quelque part qui rappelle ce passé, c'est qu'il doit s'identifier à ce passé. Je n'oublie pas ce passé, c'est tout à fait différent. Et je tire de ce passé un certain nombre de conclusions et de perspectives d'avenir, ce qui est aussi tout à fait différent. Non ! De toute façon, l'histoire du socialisme et du syndicalisme, ce n'est pas comme quelques uns tenteraient de le faire croire, à droite, une vieille histoire qui va bientôt se terminer pour faire place à je ne sais quel nouveau millénaire ^{ou} on parlera d'autre chose. Non, non non ! Absolument pas ! Il y a de vieilles histoires qui durent. Il y en a une qui, sur le plan de la foi, sur le plan de la morale, est une vieille histoire de deux mille ans. Et cette histoire de deux mille ans, elle ne fait que commencer. Elle durera et elle ne finira jamais. On est dans un autre ordre, ici à Lille, sans oublier celui auquel je fais allusion maintenant qui est différent. Mais l'histoire du socialisme et du syndicalisme qui a commencé dans cette région, ^{ou} en tous les cas, qui a beaucoup marqué cette région, c'est une histoire qui commence, qui a d'ailleurs fait pas mal de choses au cours de ce vingtième siècle, mais qui en est encore à sa jeunesse. C'est donc une longue histoire qui commence. Les difficultés qu'elle rencontre, les adaptations qui sont nécessaires, ne sont pas des adaptations et des difficultés d'une affaire qui se termine et qu'il faut sauver. C'est au contraire les adaptations qui sont absolument indispensables à une espèce de crise d'adolescence ou de jeunesse, avant de marquer plus profondément encore le monde que nous avons à construire.

Je voudrais simplement devant vous, simplement, dire que votre réception ici, et je veux le faire, compte-tenu de ce que vous êtes, de ce qu'a été l'histoire du syndicalisme. Ici au milieu de ce quartier St Sauveur je veux évoquer simplement deux noms. Celui d'un député de 1851, qui a, je crois sur le quartier St Sauveur, dit ce qu'il fallait dire et ce qu'il ne faut pas oublier, sur le sort des travailleurs dans la pénombre et l'humidité de St Sauveur. Ah ! vous le savez, il s'appelait Victor HUGO et il a écrit des phrases dans "les châtiments", et je pense que "les châtiments" ne s'adressaient pas du tout à la classe ouvrière ou à ceux dont il dépeignait si bien la tristesse. On est né de cette révolte et moi je ne l'oublierai jamais. Et je crois qu'on ne peut pas parler

de la gauche, qu'on ne peut pas construire l'avenir si on oublie qu'on est né de cette révolte. Il faut y rester fidèle, c'est même dans un monde où l'on doit beaucoup moderniser, c'est même finalement la seule façon, ^{mais} l'obligation, de rester des révolutionnaires, c'est-à-dire de rester les fervents serviteurs de la transformation sociale de la société qui ne peut se faire, et ça c'est un signe distinctif du socialisme (ou autrement on parle du socialisme sans savoir ce qu'il est), qui ne peut se faire que par l'appropriation de grands moyens de production et d'échange comme vous le savez. Et c'est ce qui a été fait par le gouvernement que j'ai animé à travers les nationalisations qui sont quelque fois si décriées. Et puis, l'autre personnage que je voudrais évoquer, c'est Gustave DELORY. Gustave DELORY, qui est un ouvrier d'usine dès l'âge de 12 ans. C'est naturellement dans la lutte contre le patronnat qu'il forgera ses convictions politiques. Et lorsqu'à 22 ans, il crée, avec Gustave JONQUET, le syndicat des ouvriers filtiers et des fileurs de coton - syndicat illégal, puisque nous sommes alors en 1879 - il crée aussi le moule où se formera le socialisme marxiste - il y a eut des évolutions depuis - de Lille. Un tel engagement, chacun le comprend et chacun le conçoit, n'allait pas sans risques. Les militants, que ce soit dans les mouvements clandestins ou après le vote de la loi même sur les droits syndicaux, étaient durement réprimés. Beaucoup se voyaient fermer les portes de toutes les usines, et c'est ainsi qu'un certain nombre, dont Gustave DELORY d'ailleurs, sont devenus des cabaretiers. Si bien que, il y a presque l'histoire à écrire sur ce que représente le cabaret et l'estaminet, dans la vie sociale, dans la vie politique et dans la vie syndicale du Nord de la France. Je laisse pour les imbéciles le soin de dire que les ouvriers allaient au cabaret pour boire. Je dis que les ouvriers allaient au cabaret et à l'estaminet en partie parce que leur leader chassé de l'usine, c'était là, d'une certaine façon qu'il y avait le comité d'entreprise qui n'existait pas encore, et qu'il y avait la section d'entreprise qui n'existait pas encore, bien entendu à ce moment-là.

Cette histoire, c'est celle des premières luttes ouvrières particulièrement riches dans la région, qui est, et c'est ça la contribution assez extraordinaire de votre colloque et il faut les multiplier, qui est encore à écrire, dans sa vérité nue et crue. PIERRARD a écrit l'histoire de Lille - à chacun d'entre vous, on remettra d'ailleurs l'ouvrage de PIERRARD sur cette histoire de la région, en particulier cette histoire à Lille - mais je crois qu'il y a encore beaucoup à écrire.

En tous les cas, sur ce passé, il y a encore beaucoup à dire. Non pas pour le présenter comme le passé, mais d'une certaine façon aussi pour montrer comment c'était la modernité. Et l'extraordinaire modernité ! Qui non seulement a été la modernité sur le plan technique et sur le plan de la conception industrielle, mais à cette modernité sur le plan technique et sur le plan industriel, il y a une modernité plus extraordinaire encore, ça^a été celle des travailleurs qui ont lancé alors les premières idées qui n'étaient pas autre chose que les idées syndicales et les idées socialistes.

Être pour la modernisation, les travailleurs ne l'ont pas mis en cause mais si c'est pour faire la modernisation avec ^{les} vieilles recettes du passé ou, comme la droite le souhaite, avec sa propre recette, alors ça, c'est une modernisation qui ne serait pas réussie. Ce qu'il nous faut pour la France, c'est une modernisation avec les idées nouvelles des travailleurs s'adaptant à cette nouvelle phase de la modernisation ! C'est de cela que vous discutez. C'est de cela que parlera certainement votre Secrétaire Général cet après-midi, et c'est de cela que doit découler tout l'avenir qui est l'avenir des travailleurs, qui est l'avenir du syndicalisme, qui est l'avenir du socialisme, qui est l'avenir de la politique. Ça je le pense profondément. Mieux connaître le passé pour mieux aborder l'avenir tel est je crois le sens de notre démarche commune. La construction d'un syndicalisme de demain ne se fera pas en effet en rupture avec les acquis et les expériences d'hier. Elle ne se fera pas non plus en reproduisant ces expériences. L'ancienneté du développement industriel et du mouvement ouvrier et l'enracinement du syndicalisme chez les travailleurs sont des avantages pour l'avenir du syndicalisme français. Encore faut-il bien entendu que les organisations s'adaptent aux profondes modifications sociales engendrées par les transformations de la production. J'ai souvent affirmé la nécessité de syndicats forts et responsables, capables d'assurer la défense des travailleurs tout en prenant en compte les nécessaires adaptations de notre société. Alors on dit le syndicalisme en crise . Je dirais plutôt qu'il se cherche. Il lui faudra naturellement s'adapter. Les mutations profondes que nous vivons exigent une adaptation et même parfois une remise en cause de la pratique syndicale comme de la pratique politique. Les transformations de la production, je l'ai dit, sont à l'origine d'une évolution importante de la société. Or, les travailleurs ne peuvent plus être considérés comme une classe monolithique comme un ensemble de personnes partageant le même mode de vie, les mêmes difficultés, les mêmes aspirations. Ignorer cela conduirait d'ailleurs à favoriser un individualisme exacerbé, pouvant, à terme, déboucher sur un corporatisme dangereux.

A la modification des structures industrielles qui se traduit notamment par une élévation générale de la qualification, est venue s'ajouter la crise. Je crois qu'en période de croissance, les organisations syndicales pouvaient considérer que leur tâche essentielle était d'agir sur la redistribution des profits pour obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie, mais que l'apparition de la crise, avec ses premières vagues de licenciements et ses premières fermetures d'usine a entraîné des modifications de comportement. On a vu des sections syndicales se pencher sur la gestion, et même faire des contre-propositions industrielles pour des entreprises en difficulté. C'est la tâche des sections, c'est la tâche des syndicats. Le vieux débat sur la frontière entre le social et le politique s'est doublé peu à peu d'une remise en cause du traditionnel clivage entre le social et l'économique. Mais née sur le terrain face à des situations concrètes cette importante évolution qui est aujourd'hui un atout majeur pour la réussite des indispensables mutations industrielles. Et bien ces mutations, dont le succès conditionne la place future de la France dans le Monde. Ça n'aurait pas de sens que les travailleurs soient contre cette modernisation ! Ça n'aurait pas de sens, que les travailleurs soient contre les restructurations industrielles quand elles sont nécessaires ! Ça n'aurait pas de sens que les travailleurs ne soient pas pour une France qui soit au premier rang des technologies nouvelles ! Et bien ces mutations, qui conditionnent la place future de la France dans le Monde, ne seront menées à bien que si le social - ce que l'on a considéré comme le social - d'un côté, et l'économique sont étroitement liés dans des négociations globales. Des négociations qui supposent des partenaires forts, responsables, en prise sur les nouvelles réalités sociales et culturelles de notre pays et à cet égard, je voudrais souligner combien il est nécessaire de définir de nouvelles solidarités. La solidarité qui est le fondement du syndicalisme et de notre action politique, s'est toujours exercée dans les ateliers, au sein des professions. C'est en élargissant le champ de cette solidarité je pense que le mouvement syndical de demain se construira et trouvera un nouveau souffle. En tous les cas, dans notre monde en crise, la solidarité doit exister entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui protègent un statut et ceux qui connaissent une situation plus précaire. Elle doit aussi permettre à des jeunes au chômage d'entrer progressivement sur le marché du travail, par des formes de stages, formules de stages, comme les stages "jeunes volontaires" ou les travaux d'utilité collective, et enfin, la solidarité doit se développer entre différentes industries,

entre bassins d'emplois, entre régions. Alors qu'^{un} nouvel espace de liberté s'est ouvert avec les lois AUROUX -des lois qui devraient conforter le rôle des syndicats, et non l'amoindrir comme certains l'ont dit- Les organisations syndicales doivent être partie prenante dans cette grande tâche qu'est la modernisation du pays.

Les restructurations industrielles ne seront bien conduites que si elles ne se font pas contre les hommes. C'est en contribuant à leur réussite que les syndicats trouveront le nouvel élan nécessaire à leur développement. J'en suis persuadé. Et moi, j'ai toujours salué dans la C.F.D.T. votre organisation -et j'imagine que ça du être la cause de bien des débats -ce courage, d'abord de le dire, et ce courage de s'adapter en défendant les travailleurs, car il y a des raisons supplémentaires de les défendre et en acceptant cette modernisation, mieux, en la préparant, et en faisant une analyse de la société, qui doit se réformer et se transformer. En tous les cas, je voudrais, en terminant, saluer tous les responsables de ce colloque, les syndicalistes, les universitaires qui ont entrepris les recherches dont nous attendons les résultats avec intérêt - et je veux en particulier rendre hommage aux militants de la C.F.D.T., que vous êtes, à votre Secrétaire Général de l'Union Régionale, Julien DELABY, qui ont eu l'excellente initiative de ces journées. La C.F.D.T. est sans doute le syndicat qui a mené le plus loin la réflexion sur l'évolution économique et sociale de la France et sur l'adaptation qu'elle doit entraîner chez tous ceux qui défendent le monde du travail. Je pense que sa réflexion est l'amorce d'un mouvement plus vaste. C'est l'intérêt des travailleurs, c'est l'intérêt du pays, c'est l'intérêt du syndicalisme français. Et permettez-moi d'ajouter simplement -parce que ça, c'est une idée sur laquelle nous devrions travailler davantage -que nos anciens -ce serait sans doute à démontrer davantage -

(Changement de cassette)

la seconde, la première et la seconde, la seconde en particulier, a été une extraordinaire épopée. Alors moderniser avec la naissance des idées nouvelles. On ne va tout de même pas reprocher à Jules GUESDE et à tous ces militants ici qui ont lutté dans cette région, de s'être opposés à la modernisation du pays. Ils ont fait mieux. En fonction de la modernisation du pays, ils ont lancé des idées nouvelles. Et cette modernisation allait de pair avec une avancée fantastique sur le plan social et sur le plan politique et qu'elle a mené une réflexion globale qui devait amener les travailleurs à avoir des organisations syndicales et à avoir aussi des organisations politiques et d'exercer le pouvoir.

Et la modernisation d'aujourd'hui, elle ne doit surtout pas amener à un réformisme, à une forme de réformisme périmée, qui n'est que la reprise des vieilles idées de la droite, et qui ne mèneront les travailleurs nulle part. Elle doit conduire au contraire à réfléchir, à créer les nouvelles formes du syndicalisme, les nouvelles formes politiques et à bien savoir que la modernisation, quelle qu'elle soit, nous pose dans nos réflexions le formidable problème du chômage. Qu'on ne pourra jamais se satisfaire et jamais accepter que cette modernisation puisse provoquer une société duale de ceux qui ont du travail, de ceux qui n'en ont pas. Et que si, la société et la modernisation doit entraîner nécessairement la mobilité, que si la société et la modernisation doit nécessairement faire en sorte qu'il y aura des ruptures de contrat de travail, qu'il y aura ceux qui se trouveront momentanément sans travail, de la même façon qu'au début du siècle on a trouvé la formule pour couvrir, apporter cette couverture sociale qu'était la maladie, qu'étaient les fléaux, qui frappaient les gens individuellement, on doit nécessairement trouver une solution qui permette d'apporter une couverture totale et globale au chômage. C'est une fantastique réflexion. Ça demandera des années, et c'est pourquoi ce qui a été fait par mon Gouvernement dans ce que j'appelais le "traitement social du chômage" était la nécessité en tous cas, de le contenir, ce qui est fait par le Ministre du Travail n'est pas la solution mais c'est des palliatifs tout de même très importants qui apportent des réponses. Il faudra nécessairement aller beaucoup plus loin, et faire en sorte que le travailleur qui se trouve sans travail ne soit pas, comme il l'est dans cette société capitaliste, celui qui est rejeté, celui qui n'est pas accepté. Mais construire au contraire une société qui soit une société de liberté, une société de responsabilités, qui soit une société où la modernisation - il n'est pas question de la freiner, au contraire, il nous faut l'accepter - mais où il n'y aura plus de travailleurs qui pourraient avoir le sentiment que cette modernisation se fait contre eux, ou qu'elle doive se faire ^{même} momentanément en les écartant du monde du travail ou en les écartant de la société telle qu'elle est. C'est sans doute cela dans les prochaines années, qui fera la grande différence entre les sociétés de l'Est avec les caractéristiques que nous ne voulons pas, et avec la société de l'Ouest dont nous restons tout de même, et c'est en cela que nous sommes des révolutionnaires, des gens qui ne l'acceptent pas et qui veulent y apporter de puissants correctifs, de puissantes transformations. Y apporter ces correctifs, y apporter ces transformations, je me suis efforcé pendant trois ans de le faire alors que j'étais

Chef du Gouvernement. Ce sont certes des responsabilités importantes mais qui ne durent pas. Ces correctifs, ces transformations, c'est à vous syndicalistes, de les apporter, de contribuer à les apporter, en vous disant que vous avez des responsabilités importantes et des responsabilités importantes qui durent, elles, puisque le syndicalisme est le foyer même où ceux d'hier, cher ami Glorieux, passent le flambeau à des hommes comme DELABY, et à vous tous qui êtes ici. Si bien que dans cet hôtel de ville, au-delà de l'amitié, je veux vous exprimer la forme la plus entière, à vous, à ceux qui vous animent dans votre région, et à votre Secrétaire Général, la forme la plus entière et la plus totale de ma solidarité.

Et je voudrais remettre la médaille d'or de la ville de Lille à votre Secrétaire Général en lui disant le plaisir que nous avons de l'accueillir ici.

WE 7oct84

La rencontre de deux "Maire"...



MM. Maire, Mauroy et Delaby, à Lille samedi pour le colloque sur les cent ans des droits syndicaux.

C'est de « vieille amitié » qu'a parlé Pierre Mauroy, maire de Lille, en recevant samedi, en l'hôtel de ville, un autre « Maire » Edmond de son prénom, et animateur de la CFDT au plan national. Julien Delaby, secrétaire régional de cette organisation syndicale n'a ainsi pas eu à faire les présentations.

Lille vient d'accueillir un

colloque sur les « cent ans des droits syndicaux », résultat d'une initiative conjointe de militants syndicaux et d'universitaires de la région. Une démarche qualifiée « d'originale » par les participants, qui ne veulent d'ailleurs pas s'en tenir là.

Avec ce colloque, un pro-

cessus est engagé. L'association 1884-1984, créée pour l'occasion et que préside M. André Glorieux, ancien responsable de la CFDT du Nord-Pas-de-Calais, veut « écrire l'histoire des travailleurs de la région, à partir des luttes menées par ceux-ci ». Expositions, débats et témoignages écrits et audio-visuels seront proposés dans l'avenir.